

ASSEMBLÉE NATIONALE

8 janvier 2026

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2026 - (N° 2247)

Commission	
Gouvernement	

N° 700

AMENDEMENT

présenté par

M. Saintoul, Mme Abomangoli, M. Alexandre, M. Amard, Mme Amiot, Mme Amrani, M. Arenas, M. Arnault, Mme Belouassa-Cherifi, M. Bernalicis, M. Bex, M. Bilongo, M. Bompard, M. Boumertit, M. Boyard, M. Cadalen, M. Caron, M. Carrière, Mme Cathala, M. Cernon, Mme Chikirou, M. Clouet, M. Coquerel, M. Coulomme, M. Delogu, M. Diouara, Mme Dufour, Mme Erodi, Mme Feld, M. Fernandes, Mme Ferrer, M. Gaillard, Mme Guetté, M. Guiraud, Mme Hamdane, Mme Hignet, M. Kerbrat, M. Lachaud, M. Lahmar, M. Laisney, M. Le Coq, M. Le Gall, Mme Leboucher, M. Legavre, Mme Legrain, Mme Lejeune, Mme Lepvraud, M. Léaument, Mme Élisabeth Martin, M. Maudet, Mme Maximi, Mme Mesmeur, Mme Manon Meunier, M. Nilor, Mme Nosbé, Mme Obono, Mme Oziol, Mme Panot, M. Pilato, M. Piquemal, M. Portes, M. Prud'homme, M. Ratenon, M. Saint-Martin, Mme Soudais, Mme Stambach-Terreiroir, M. Aurélien Taché, Mme Taurinya, M. Tavel, Mme Trouvé et M. Vannier

ARTICLE 49**ÉTAT B****Mission « Médias, livre et industries culturelles »**

Sous réserve de son traitement par les services de l'Assemblée nationale et de sa recevabilité null
--

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(en euros)

Programmes	+	-
Presse et médias	6 300 000	0
Livre et industries culturelles	0	6 300 000
TOTAUX	6 300 000	6 300 000
SOLDE	0	

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement du groupe de La France insoumise vise à allouer davantage de moyens à l'Agence France Presse (AFP), qui nous alerte quant à sa situation financière devenue critique.

Cette année, les crédits qui lui sont consacrés augmentent d'à peine 1,8% compte tenu de l'inflation, en vertu de l'actuel contrat d'objectifs et de moyens. Cette hausse est ridicule compte tenu de la fragilité de l'AFP qui a vu son chiffre d'affaires reculer en 2025 (première fois depuis 2018) et les conditions de travail de ses salarié.es se dégrader.

Ses médias clients ont connu de fortes difficultés, notamment en raison de l'arrivée au pouvoir de l'extrême-droite dans certains pays. Ainsi, dans l'Argentine de Javier Milei, l'agence de presse Télam a fermé et les médias ont resserré leurs dépenses, privant l'AFP de 275 000 euros de chiffre d'affaires.

Le retour au pouvoir de Trump a également frappé l'agence avec le démantèlement de Voice of America (VOA) – l'un des clients de l'AFP –, la suspension de plusieurs contrats avec l'administration, ou encore la fin du programme de fact-checking de Meta (Facebook, Instagram, WhatsApp) aux Etats-Unis.

Sur les 7,6 millions d'euros manquants à l'AFP par rapport au budget prévisionnel 2025, près de 5 millions sont attribuables à des décisions politique, selon son PDG.

L'extrême droite en France n'a de cesse d'attaquer l'AFP, dont elle rêve de torpiller le budget. Le Rassemblement national propose cette année, comme l'an dernier, de baisser ses crédits de 4%.

L'AFP étant un fournisseur des médias, la concentration des médias et la baisse concomitante des moyens de l'audiovisuel public en France ont naturellement un impact direct sur ses contrats. Les médias bollorisés écartent délibérément l'AFP, telle que la rédaction web d'Europe1 qui a interdiction de prendre les dépêches de l'AFP, surnommée Agence France Palestine.

En parallèle, les dépenses de l'AFP ont fortement augmenté, notamment du fait de sa couverture de la guerre en Ukraine et du génocide des palestiniens en cours à Gaza.

Pourtant, l'AFP est sommée de faire des économies de 2,5 millions d'euros d'ici la fin 2025, et de 5 à 10 millions pour 2026.

Parmi les solutions envisagées par la direction : un "plan d'incitation" aux départs à la retraite, dont une partie des effectifs ne serait pas remplacée, mais aussi la réduction du coût de l'expatriation, soit 10% du réseau en moins envisagé. La diversité du nombre de langues et de bureaux implantés à l'étranger font pourtant l'identité de l'AFP, seul réseau d'information mondial en français.

L'AFP estime qu'il lui faudrait 6,3 millions en plus pour 2026 pour arriver à l'équilibre. Le groupe LFI propose donc, pour respecter les règles de recevabilité, de transférer 6,3 millions d'euros en autorisations d'engagement et en crédits de paiement de l'action 01 du programme 334 – « Livres et industries culturelles » vers l'action 01 « relations financières avec l'AVP » du programme 180 "Presse et médias". Nous appelons le Gouvernement à lever ce gage.